

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT



Olivier Jadin et ses élèves devant l'école de Kinésithérapie à Cotonou, au Bénin

L'Apefe au Burundi : une présence très active

Le Burundi vient de fêter le cinquantenaire de son indépendance. L'occasion de mettre en lumière les activités de soutien qu'y déploie l'Apefe depuis plus de trente-cinq ans.

Ces cinquante années d'existence n'ont pas été un long fleuve tranquille pour le Burundi. Elles ont connu des moments tragiques, comme l'assassinat du prince Rwagasore en 1961. Entre 1993 et 1996, la guerre civile qui a ravagé le pays a fait environ 300 000 victimes. Le processus politique de pacification, initié avec les accords d'Arusha en 2000, s'est concrétisé avec l'appui de la communauté internationale par l'organisation d'élections libres. En 2005, l'élection de Pierre Nkurunziza à la présidence de la République a semblé marquer une perspective de paix. Cependant, de nouvelles violences ont encore éclaté après les élections générales de 2010.

Pour l'avenir, les défis sont nombreux. Un vaste programme de reconstruction a été entamé. Fortement peuplé, le Burundi est principalement agricole. Peu développé sur le plan industriel, il connaît un état de pauvreté endémique aggravé par le conflit de plus de dix ans. Son PIB (Produit intérieur brut) a chuté de 20% et son revenu par habitant de moitié. Le conflit entre ethnies hutues et tutsies a causé la perte d'importantes ressources humaines, encore aggravée par une forte émigration. Les moyens publics sont négligeables dans de nombreux domaines, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'action sociale. Les infrastructures, comme les écoles et les dispensaires, pour la plupart détruits durant la guerre, ne garantissent plus l'accessibilité, ni la qualité des services.



Experte en formation

Un travail comme celui qu'effectue l'Apefe (Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger) s'y révèle d'autant plus indispensable. Depuis 1976, l'Apefe s'est forgé une belle expertise en matière de formation. Cette structure dynamique fournit un accompagnement technique à ses partenaires du Sud. Elle a le souci permanent d'adapter ses méthodes et ses outils de gestion de projet aux normes de la coopération internationale. Mais les principes d'assistance technique et de renforcement des capacités sont en constante mutation. L'association adapte son approche et ses outils à cette évolution. « Au départ, l'objectif était d'envoyer des enseignants dans les pays du Sud qui le souhaitaient, rappelle Philippe Suinen, administrateur délégué de l'Apefe. Un des premiers Etats à en avoir fait la demande est la Louisiane, aux Etats-Unis. Une fois l'outil créé, il a été utilisé dans d'autres pays, dont le Burundi. »



Formation en journalisme à l'Université d'été de la Chaire Unesco

Liens et proximité avec WBI

L'Apefe est intégrée au sein des relations internationales de la Fédération Wallonie - Bruxelles. *« Elle en constitue le centre d'expertise et d'exécution en matière de coopération au développement, continue Philippe Suinen. Ce qui souligne bien les liens et la proximité avec Wallonie-Bruxelles International. Depuis une dizaine d'années, nous avons fait évoluer ces méthodes, ce qui nous a permis de développer des programmes. Nous sommes passés de la mise à disposition de professeurs à l'envoi d'experts. Nous travaillons sur une base stratégique pluriannuelle. Elle est sous-tendue par des programmes d'action couvrant minimum six ans et déclinés eux-mêmes en deux programmes. »*

De manière générale, l'Apefe vise à renforcer la solidarité internationale de Wallonie - Bruxelles et à œuvrer au bien-être des populations du Sud.

Ses priorités sont de plusieurs ordres : l'éducation et la formation professionnelle, formelle et informelle, l'amélioration des politiques de santé par la sensibilisation, la formation et la prévention, la gouvernance, l'amélioration des différentes filières économiques et commerciales, ainsi que la problématique de l'environnement, de la disponibilité de l'eau et de son assainissement.

Renforcer les capacités locales

L'Apefe s'implique au Burundi dès la fin des années 1970. Depuis la réouverture de son bureau de coordination en 2002 et la signature du nouvel accord cadre avec le Gouvernement du Burundi en 2003, plusieurs interventions ont été menées dans trois secteurs prioritaires : la santé, la formation professionnelle et l'aide au maintien de la paix. *« Quand le bureau a rouvert ses portes, c'était pour une première période de cinq ans qui allait être déclinée en programmes annuels, rappelle Stéphane Plumet, directeur de l'Apefe. Trois axes ont été développés : un appui au développement des centres des métiers, un autre au bureau d'étude de l'enseignement technique et professionnel du Ministère de l'Education et un troisième à la Chaire Unesco. »*

L'association s'inscrit dans le plan national du Gouvernement burundais qui vise la scolarisation universelle d'ici 2015. Son intervention repose sur une amélioration de la qualité de l'enseignement, notamment technique et professionnelle, en faveur d'un développement socio-économique du pays et du respect des droits et libertés de chacun. *« Nous sommes passés à une mise en œuvre, en termes de solidarité internationale, des compétences des entités fédérées francophones, principalement en matière d'éducation et de formation professionnelle, reprend Philippe Suinen. Ce domaine a un effet de levier sur le développement, que ce soit dans le secteur de l'agriculture ou la santé. Nous remplissons vraiment notre rôle qui consiste à renforcer les capacités locales de prise en charge du développement. »* L'Apefe se focalise sur l'amélioration des compétences des techniciens burundais par le renforcement des structures de formation dans les sections techniques du département des Sciences appliquées de l'Ecole normale supérieure de Bujumbura. *« Nous appuyons le Bureau d'Etudes de l'Enseignement Technique (Beet) pour l'aider à mieux remplir sa mission de réorganisation et de gestion de l'ensemble du réseau. Il faut qu'il y ait une adéquation entre la formation et l'emploi. Evidemment, il existe des liens entre l'enseignement technique traditionnel et les Centres d'enseignement des métiers, plus informels. »* Des coopérants vont encadrer les conseillers pédagogiques du Beet.

Nouvelles formations

Dès 2008, en matière de formation professionnelle, avec les Centres d'Enseignement des Métiers (Cem), le Burundi souhaitait réactiver un dispositif qui permette la réintégration des élèves déscolarisés du système d'enseignement formel, calqué sur le système de l'enseignement belge. *« L'objectif des Cem vise à récupérer les jeunes qui sortent des systèmes traditionnels pour les former rapidement comme hommes de métier grâce à un enseignement professionnel non-formel, détaille Philippe Suinen. Ces carrières sont importantes pour le développement. Par exemple, le Centre d'enseignement des métiers de Kinama que j'ai été visiter récemment, est en train de mettre sur pied deux formations supplémentaires. Il proposait déjà des formations en coupe - couture avec une liaison sur le design, soudure et menuiserie. Il va désormais assurer des formations supplémentaires de réceptionniste en hôtellerie et de plomberie. Des évaluations permettent de mettre directement des personnes sur le métier. »*



Prosper Ntema, Administrateur des programmes de l'Apefe au Burundi



Stéphane Plumet, Directeur de l'Apefe

L'objectif est d'assurer, avec les partenaires, l'identification des filières porteuses, de travailler sur les programmes de formation suivant une logique d'approche par compétence, d'assurer la formation continue des formateurs et de renforcer les capacités de gestion, tant au niveau central qu'au niveau de la mise en œuvre locale des formations. Il s'agit aussi d'augmenter la capacité de ces centres en termes d'infrastructures et d'équipement. L'Apefe en a réhabilité certains et est actuellement en train d'en construire de nouveaux. Elle est devenue une référence pour le Gouvernement.

Pôles de compétence

Ce que confirme Prosper Ntema, administrateur des programmes de l'Apefe au Burundi. « *Nous appuyons ces structures en envoyant des coopérants pour les encadrer. Nous sommes en train de développer deux pôles de compétence, l'un pour les filières industrielles, l'autre pour les filières agronomiques. Ils vont servir à renforcer les capacités techniques des enseignants. Au total, une demi-douzaine de coopérants travaillent au projet en formation professionnelle. Le but ultime étant que les Burundais n'aient plus besoin de nous. Nous en sommes loin, la masse critique en matière de ressources humaines étant, hélas, loin d'être atteinte.* »

Chaire Unesco : construire la paix

Un autre projet fort de l'Apefe au Burundi est, sans conteste, la Chaire Unesco. Née en 1999 d'un accord entre l'Unesco et l'Université du Burundi, elle a trois objectifs. Le premier consiste à promouvoir un système intégré d'activités de recherche, de formation, d'information et de documentation dans les domaines de l'éducation à la paix, la résolution de conflit, les droits de l'homme, la démocratie et la tolérance. Le deuxième se focalise sur le développement de la coopération interuniversitaire et sous-régionale. Le troisième vise à améliorer l'implantation de l'université dans la communauté burundaise. En signant cet accord, l'Université du Burundi témoignait de sa volonté de participer à la stabilité et à la construction de la paix dans le pays et la Région des Grands Lacs. Le centre de formation continue en éducation à la paix répond à un besoin d'une structure pérenne en la matière. La

Chaire Unesco jouit d'une certaine autonomie qui lui permet de jouer pleinement son rôle scientifique et formateur. C'est un espace neutre, facilitateur de dialogue constructif entre le gouvernement et d'autres instances de la société. Sa vocation est régionale ; elle est le lieu propice à une réflexion sur la construction de la paix dans cette région et à la réalisation de multiples actions en ce sens. « *La Chaire Unesco est un superbe projet !, s'enthousiasme Philippe Suinen. Le Burundi est parvenu à se donner une organisation institutionnelle en plein respect des minorités et de l'égalité du genre avec des quotas assez bien respectés.* »

Pour l'Apefe, l'appui à la Chaire Unesco consiste à apporter une nouvelle dynamique en matière d'activités d'éducation à la paix auprès des jeunes. Cette implication contribue également à la mise en place du Diplôme d'études supérieures spécialisé (Dess) en droits de l'homme et résolution pacifique des conflits. La première demande d'appui à la Chaire Unesco a été formulée en 2001. Suite à la visite de Philippe Suinen, le Recteur de l'Université de l'époque avait sollicité la mise à disposition d'un coopérant permanent. Il s'agissait de travailler selon deux axes. D'une part, entre 2002 et 2007, il fallait renforcer et développer les capacités de la Chaire Unesco sur le plan académique, sur la formation. D'autre part, cette Chaire devait évoluer vers un centre d'expertise susceptible de rendre des services aux institutions dans le domaine de l'éducation à la paix et des droits de l'homme. Cette chaire s'adresse aux étudiants ou aux adultes qui souhaitent parfaire leur formation universitaire par ce master.

De 2004 à 2007, la Chaire Unesco a bénéficié de l'appui de l'Apefe et de ses partenaires associés : la Cud (Commission universitaire pour le Développement) et le Cgri (devenu WBI). Une organisation a été mise en place. Une équipe locale assure le fonctionnement quotidien de la structure et la Chaire s'est tissé un réseau de partenaires. Un centre de formation de référence a été créé en vue de pérenniser les actions de renforcement des capacités des acteurs clés. Cet appui a permis de développer et de structurer les trois axes : recherche, action et formation. Le résultat le plus remarquable est la certification, au cours de ces trois premières années, du Dess en droits de l'homme et résolution de conflits d'une centaine de professionnels. A eux seuls, ceux-ci constituent une véritable source d'expertise et de changement, et un espoir pour l'avenir.



Philippe Suinen, Administrateur délégué de l'Apefe



Les locaux de la Chaire Unesco au Burundi

Expertise dans la gestion de la paix

Outre la Chaire Unesco, l'Apefe a mis sur pied le Cerfopax (Centre de recherche et de formation pour la paix et les droits de l'homme). Ce centre est un bureau d'études qui vise à former les formateurs dans le domaine de la paix et de la réconciliation. D'autre part, il organise des actions de renforcement des capacités pour les institutions qui en font la demande et sur financement d'autres bailleurs de fonds. En 2010, la mission des Nations unies pour le Burundi a demandé au Cerfopax d'organiser la formation à la démocratie et aux droits de l'homme des cadres du Front national de libération (Fnl). « Nous avons tenu récemment la réunion de commission mixte à Bujumbura. Je l'ai coprésidée avec le ministre burundais des Affaires étrangères et de la Coopération. Le Burundi est un pays de diversité comme la Belgique, continue Philippe Suinen. Le pays a connu des drames à cause de la diversité. Aujourd'hui, il a opté pour une gestion pacifique de cette diversité. Le fait qu'il y ait encore parfois des situations un peu tendues justifie d'autant plus l'existence de ce centre. Notre expérience et notre expertise au Burundi pourrait nous amener, un jour, à formuler des propositions par rapport à d'autres situations dans le monde. »

Projet Kiné : du Bénin au Burundi

Côté santé, un projet intéressant, appelé « Développement kinésithérapie et réadaptation médicale », est en train de voir le jour dans la Région des Grands Lacs. Depuis 2006, le Conseil pour l'éducation et le développement (Coped), une Ong burundaise, spécialisée notamment dans la formation et la sensibilisation des populations locales en matière de santé, et l'Université Catholique de Louvain ont initié un programme de promotion et d'organisation de kinésithérapie et de réadaptation médicale au Burundi. Dans ce cadre, l'Apefe et le Ministère de la Santé Publique burundais ont programmé un projet d'appui au développement des capacités de rééducation - réadaptation. Son objectif est de renforcer les performances du système de santé en améliorant l'accès et la qualité des soins.



Les élèves en formation lors d'une séance de rééducation

De Nord-Sud à Nord-Sud-Sud

S'il est innovant au Burundi, ce programme est issu d'un programme similaire mis sur pied avec succès au Bénin. « A présent, nos experts travaillent au Burundi, souligne Philippe Suinen. Mais pas seulement nos experts, également les experts béninois. Cette coopération Nord-Sud, devenue Nord-Sud-Sud, pourrait, un jour, se muer en Sud-Sud. »

Olivier Jadin, coopérant technique, responsable du projet kiné au Burundi, nous en parle. « Jusque-là, la réadaptation médicale n'existait pas au Burundi, explique-t-il. Il n'y avait pas de kinés. De la même façon que nous sommes partis de zéro au Bénin, voici vingt ans, nous démarrons à nouveau de rien au Burundi. Mais nous bâtissons sur les fondations du Bénin. » Ce centre sera animé par douze kinésithérapeutes burundais et un médecin spécialiste en réadaptation, sélectionnés et formés au Bénin grâce à des bourses octroyées par l'Ucl, la Coped et la Coopération technique belge (Ctb). Ce programme n'en est qu'à ses prémices. « Depuis 2008, les kinés burundais sont formés à l'Ecole de kinésithérapie de Cotonou en vue d'obtenir un graduat. Actuellement, quatorze kinés, aidés de bourses, y sont en formation. Les quatre premiers kinés viennent de rentrer. Deux kinés sont en poste au centre temporaire de Bujumbura. Deux religieuses, soutenues par leur congrégation, y ont

été formées également. Elles sont affectées au service de kinésithérapie décentralisé à l'hôpital Mivo de Ngozi, un nouveau service dont nous, Apefe, venons de terminer l'équipement. En 2015, l'équipe actuellement en formation au Bénin sera de retour au Burundi. »

Pôle de développement de réadaptation médicale

Entre-temps, la construction d'un Centre national de référence de kinésithérapie et réadaptation médicale (Cnrkr) au sein du Centre hospitalier universitaire (Chu) de Bujumbura sera réalisée. C'est là que les kinés formés au Bénin travailleront. « L'appel d'offres pour la construction est lancé, poursuit Olivier Jadin. J'espère pouvoir lancer le processus d'ici novembre. Le bâtiment devrait être terminé en mai 2013. » En attendant, le Coped a mis une maison à disposition du programme. Ce service est placé sous la supervision des deux lauréats du groupe de douze jeunes kinés partis se former au Bénin. « Nous soignons les traumatologies de la route et du travail et tout ce qui est du ressort de la neurologie, détaille Olivier Jadin. En Afrique, l'hypertension artérielle est le fléau du 21^e siècle. Avec l'urbanisation, les Africains, devenus sédentaires, seraient plus sujets à l'hypertension, celle-ci favorisant les accidents vasculaires cérébraux, et donc les hémiplésies. Ce sont des drames sociaux terribles dans un pays où il n'existe pas de sécurité sociale. Nombreux sont aussi les enfants infirmes moteurs cérébraux. En effet, de plus en plus d'enfants naissent avec des dégâts au cerveau à cause d'accouchements difficiles. Ceux-ci se faisant de plus en plus dans les hôpitaux, les enfants sont réanimés, mais parfois, avec des dégâts irréversibles. Naguère, ces enfants n'auraient pas survécu. »

Le centre de kiné est l'étape préliminaire à la création d'un Institut supérieur de formation en kinésithérapie qui devrait voir le jour en 2015 au sein de la Faculté de médecine de Bujumbura. « En attendant de former les enseignants kinés burundais, les meilleurs sur place seront les enseignants béninois que nous avons formés. Une quinzaine de kinés viendront en mission au Burundi. Pendant ce temps, nous enverrons les meilleurs venant du Bénin en Belgique pour décrocher une maîtrise à l'UCL afin qu'ils puissent, à leur tour, donner des cours. » Les capacités d'autres services de kinésithérapie et de centres pour personnes handicapées devraient aussi être augmentées. Ces services auront la possibilité d'envoyer leur personnel au Centre national pour des stages de remise à niveau.

Processus lancé

Une fois les kinés formés, une trentaine par an, le réseau pourra s'installer. Le projet vise à faire du Burundi un pôle de développement de la réadaptation médicale pour l'ensemble de la Région des Grands Lacs (Burundi - RDC - Rwanda).

Bien qu'en phase de démarrage, ce programme ambitieux a déjà franchi quelques étapes. « Pour fabriquer le matériel nécessaire, l'Apefe a mis au point un kit standard d'équipement pour kinés. Une partie est fabriquée sur place, l'autre importée. Nous avons travaillé avec des menuisiers locaux et avons fait venir, durant un mois à Bujumbura, un jeune menuisier béninois, responsable de l'entreprise de Cotonou chargée de la fabrication des équipements ». Avec ce programme d'appui au développement des capacités de rééducation - réadaptation au Burundi, l'Apefe répond aux vœux exprimés par le gouvernement burundais dans son Plan national de développement sanitaire (Pnds) 2011-2015. Il concerne notamment la protection des personnes handicapées, considérées comme « le groupe le plus vulnérable et le plus exposé à la pauvreté ». Mais également à la mise en œuvre d'un système de

financement des institutions de santé sur base de leurs performances. Cette stratégie proactive est radicalement novatrice en Afrique subsaharienne. En particulier, le principe de contractualisation, d'autonomie de gestion et de rémunération à la performance. Cette approche incite les structures à plus d'efficacité pour obtenir davantage de financements de l'Etat. Elle permet également de prendre en compte le point de vue des bénéficiaires dans la gestion et la résolution des problèmes de santé, grâce aux associations locales engagées dans la vérification des données et l'octroi des paiements.

Et Olivier Jadin, vingt ans sur le terrain, de conclure : « Il a fallu vingt ans au Bénin pour avoir un centre national de référence, une école de kiné en faculté de médecine et une trentaine de services de kinés répartis dans le pays. Il en faudra peut-être quinze au Burundi, qui peut compter sur l'expérience béninoise. Mais le processus est lancé, c'est l'essentiel. »

Jacqueline Remits

Congo

L'or du Bandundu : un projet Apefe pour l'Union européenne. Le renforcement de la pêche artisanale dans la province du Bandundu en République Démocratique du Congo, voilà le beau projet que développe actuellement l'Apefe pour le compte de l'Union européenne. Philippe Suinen nous en dit plus.

« Cette région, située à 800 kilomètres au Nord-Ouest de Kinshasa, compte une dizaine de rivières à grands débits avec une énorme richesse en ressources halieutiques, commence Philippe Suinen, Administrateur délégué de l'APEFE. Le poisson est vraiment l'or de cette région qui souffre de grandes difficultés de communications auxquelles s'ajoutent celle d'arriver avec suffisamment de produits, notamment sur le marché de Kinshasa. »

Un programme de quatre ans

L'Apefe y développe un programme de quatre ans, financé à 90% par l'Union européenne avec un budget de 2,4 millions d'euros. « Nous avons déjà acheté une baleinière pour pouvoir, de Kinshasa, gagner les zones concernées. Y aller par la route ou la piste prend deux fois plus de temps. L'objectif premier est la création d'entrepôts pour la conservation des produits. Ensuite, il faudra veiller à ce que les pêcheurs artisans puissent s'organiser et développer une co-gestion des bassins de pêche. Pour y veiller, environ 600 pêcheurs référents sont chargés de transmettre à tous les bonnes pratiques instaurées. Le second consistera à améliorer la production et la conservation des produits. Enfin, le dernier objectif visera à évacuer et commercialiser les produits de la pêche, en allant jusqu'à une sorte de label de promotion. Actuellement, la situation est assez désordonnée, la richesse pas bien exploitée. Il faudra arriver à l'exploiter de manière optimale, ne pas l'épuiser, dans un souci de durabilité aussi. En tenant compte de tous ces éléments, en liaison avec la province du Bandundu, mais également des conseils agricoles ruraux et les coopératives d'artisans pêcheurs, on va, pendant deux ans encore, veiller à ce que ce projet puisse pérenniser un développement simple d'une richesse de cette région du Congo. Cela montre bien que l'Apefe a gagné la confiance de la Commission européenne », se réjouit Philippe Suinen.

J.R.